

PATRICK PINCET*La force des convictions*

Attaché à de grandes figures politiques et à des projets plus qu'à un territoire, Patrick Pincet, le directeur général des services de Lille, a navigué entre les services déconcentrés de l'Etat et la territoriale. Un personnage à la posture politique de gauche affirmée.

Dès son arrivée, il y a plus d'un mois, dans son bureau de la mairie de Lille, Patrick Pincet a orné les murs nus de deux cadres qui ne le quittent jamais. Une peinture néo-expressionniste figurant un révolutionnaire espagnol et un large portrait de Gérard Jacot, son mentor. La toile est l'œuvre d'un artiste républicain barcelonais réfugié à Belfort; la photo, celle de l'ancien secrétaire général de la commune du Haut-Rhin, auprès duquel il a quasiment tout appris. «Il a été, pour moi, une référence absolue en matière de déontologie, d'éthique républicaine, d'imagination, en termes de politiques publiques.»

A l'époque, Patrick Pincet a 23 ans. Tout frais diplômé de Sciences-po, il débarque comme adjoint de Gérard Jacot dans la patrie de cœur de Jean-Pierre Chevènement, député maire de la ville, dont il fut, l'année précédente, l'assistant parlementaire. «J'étais notamment impliqué dans les dossiers économiques, d'éducation et de défense. J'assurais aussi le lien avec les dossiers de la ville de Belfort.»

COMPÉTENCE LOCALE

Un pied dans le territoire avant même d'y être, le jeune homme y observe la politique locale. Au même moment, il hésite à présenter l'ENA. Le hasard décidera pour lui. «Je n'avais pas validé mon diplôme de sciences politiques à cause de l'anglais que je devais repasser en septembre. Du coup,

j'ai raté l'inscription au concours.» Qu'importe. L'heure est au déploiement de la décentralisation, les départements sont alors en pleine émergence et l'argent ne manque pas. L'appel de la territoriale est le plus fort. «Cela m'ouvrait la perspective de me retrouver très vite dans des responsabilités opérationnelles, plutôt que d'aller peupler les sous-pentes des ministères», se souvient-il. De fait, pendant neuf ans, il affûte ses armes à Belfort auprès de Gérard Jacot. Qualifié de «véritable maire du Palais», il a la confiance absolue et l'amitié de Jean-Pierre Chevènement.

Mais le décès de son mentor, en 1997, et le départ de l' élu, nommé au ministère de l'Intérieur la même année, signent la transition de Patrick Pincet vers les services déconcentrés de l'Etat. En sous-

Ce Breton d'origine, fils et petit-fils de fonctionnaires, affiche une personnalité tranchée et ne cache pas sa culture de gauche.

préfecture, notamment. «Sans changer de patron, j'ai changé de métier», s'amuse-t-il. Entre-temps, le cadre a légitimé sa compétence locale en obtenant le concours d'administrateur territorial. «J'ai fait partie de la deuxième promotion de l'Inet, nous étions dix-huit.»

A Melun, il assure la direction du cabinet du préfet de Seine-et-Marne. Le trentenaire apprend à gérer les questions de sécurité au sens large et complète sa

découverte du fonctionnement de l'Etat. Du suivi des violences urbaines à la mise en œuvre de la régularisation sur critères des étrangers en situation irrégulière, en passant par l'accompagnement de la construction du second parc Disney, ses missions le plongent dans un contexte qu'il décrit comme «humainement riche et professionnellement difficile».

SOUTIEN EFFICACE

Dans la ville de Provins, il s'implique notamment dans l'impulsion de projets patrimoniaux, soutenu par la relation de confiance qui le lie à un autre élu national, Christian Jacob. Celui-ci est alors député et maire de la cité médiévale. «Le niveau préfectoral vous mettait dans une posture à 360 degrés, de conseil et d'accompagnement auprès des communes. Et surtout,

à ce moment, nous avions les moyens financiers pour aider des projets locaux.»

Un appui dont se souvient Pierre Laplane, directeur général des services (DGS) de Mulhouse quand Patrick Pincet occupait la fonction de secrétaire général de la préfecture du Haut-Rhin. «Il disait non, ou il disait oui, mais lorsqu'il s'engageait, c'était pour apporter un soutien efficace», confie l'actuel DGS de l'eumétropole de Strasbourg.

Car ce Breton d'origine, fils et petits-fils de fonctionnaires, affiche une personnalité tranchée et ne cache pas sa culture de gauche. En 2007, il quitte la



E. LE BRUN/LIGHT MOTIV



préfecturale à regret pour rejoindre à nouveau la territoriale. D'abord au sein de la communauté urbaine de Strasbourg, comme chef de cabinet aux côtés de Roland Ries et de Jacques Bigot, deux autres figures socialistes. « J'ai aimé le métier de sous-préfet, mais j'étais en désaccord avec la révision des politiques publiques [RGPP] alors en cours, et la réduction considérable des champs d'intervention et d'action des préfectures. » Un désarmement de l'Etat sur le plan local qu'il déplore aujourd'hui encore, alors même que la crise bat son plein.

SENS DU DIALOGUE

« Les ministres se déplacent désormais en préfecture pour se montrer et repartent aussitôt. Le niveau préfectoral est trop souvent ignoré, voire méprisé au niveau national », note le directeur, qui conserve le souvenir de liens plus étroits avec les représentants du gouvernement. C'est

d'ailleurs ce profil engagé et son pedigree de sous-préfet qui ont retenu l'attention du président de la communauté d'agglomération Grand Paris sud, Francis Chouat. Le socialiste d'origine, passé, depuis, sous la bannière de La République en marche, avait parié sur le sens du dialogue de Patrick Pincet comme DGS. La collectivité porte en effet des enjeux forts en matière de cohésion sociale et de rénovation urbaine.

L'intérêt du poste n'a toutefois pas été assez fort pour retenir le fonctionnaire, qui a cédé, trois ans plus tard, à l'appel d'une autre terre d'accueil. Certes la ville de Lille possède un potentiel assez comparable à celui de l'agglomération francilienne, mais elle est surtout menée, pour un quatrième mandat, par la maire Martine Aubry. Une autre chance de collaborer avec une grande figure socialiste ! Patrick Pincet ne pouvait pas refuser. **Julie Krassovsky**

2020

Directeur général des services (DGS) de la ville de Lille (4 500 agents, 232 800 hab.).

2017

DGS de la communauté d'agglomération (CA) Grand Paris sud.

2014

DGS de la ville et de la CA de Colmar.

2008

Directeur du cabinet du maire de Strasbourg et du président de la communauté urbaine.

2007

Secrétaire général de la préfecture du Haut-Rhin.

2001

Sous-préfet de Sélestat-Erstein puis de Provins.

1988

Directeur général adjoint de la ville de Belfort.